

LOI RELATIVE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Révision superficielle

La loi 06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, promulguée en février 2006, va connaître sa première révision. Une modification très limitée puisqu'elle ne concerne que deux dispositions des articles 26 et 29. Trop peu, ont répondu les députés au ministre de la Justice.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Nous attendons plus de cette loi. Il est nécessaire de mettre en place des mécanismes pour la protection des témoins, de faire en sorte que la déclaration de patrimoine soit obliga-

toire et que la justice soit réellement indépendante du pouvoir exécutif.

Ces dernières années, la corruption a pollué toutes les institutions. Nous l'avons vu dans le procès Khalifa Bank au terme duquel seuls les

lampistes ont payé. Que sont devenues les affaires BRC, GCA ou encore celle de l'autoroute Est-Ouest ?», a déclaré le député Ali Brahimi.

Selon lui, le pouvoir algérien s'est spécialisé dans le «fétichisme législatif», une pratique qui consiste à avoir un maximum de lois sans pour autant les appliquer. Intervenant à son tour, le député Alouch Amine a précisé que dans les affaires de corruption, la justice s'en prend généralement aux plus faibles et préserve les puissants.

Franchise

Dans sa réponse aux élus, le ministre de la Justice a reconnu que la corruption, en tant que phénomène, avait pris de

l'ampleur ces dernières années. «Je vais être très franc avec vous. Il existe actuellement au niveau de la justice des affaires très graves. Mais nul n'a le droit d'en parler, même le ministre de la Justice ne peut les commenter. La corruption existe partout, à tous les niveaux. Et je dois reconnaître que les lois ne sont pas appliquées de façon homogène et égale.»

Selon Tayeb Belaïz, la justice a traité 7 324 affaires de corruption depuis l'année 2006. «La justice est victime de son silence. Ce silence ne vise en fait qu'à préserver la réputation des familles dont les membres sont impliqués dans les affaires de corruption.»

T. H.



Photo : Samir Sid

Belaïz affirme que la justice a traité 7 324 affaires de corruption depuis 2006.

MARCHÉ NATIONAL DU MÉDICAMENT

L'Algérie produit de vieux traitements pour ses malades

Intervenant jeudi au Forum d'El Moudjahid, Amir Touafek, vice-président de l'Ordre national des pharmaciens, a affirmé que les cinq laboratoires internationaux implantés en Algérie produisent de vieux médicaments qui ne répondent pas aux besoins des malades.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «Ces laboratoires fabriquent des médicaments prescrits il y a 20 ans. Ils ne produisent pas des traitements biotechnologiques», ajoute Amir Touafek, précisant que ces produits ne correspondent pas à la réalité algérienne, c'est-à-dire qu'ils ne soignent pas les maladies prédominantes dans le pays comme le cancer ou le diabète.

De plus, les méthodes de production et le savoir-faire technologique transmis sont totalement différents, donc dépassés.

«La maladie n'attend pas. Nous avons chaque année 45 000 nouveaux cas de cancer. Nous enregistrons également des cas d'Alzheimer. Il devient vital que ces laboratoires fabriquent des produits biotechnologiques», soutient-il.

La biotechnologie est un mariage entre la biologie et un ensemble de techniques nouvelles issues d'autres disciplines (microbiologie, biochimie,



Photo : Samir Sid

Les besoins des Algériens en médicaments ont triplé ces dernières années.

biophysique, génétique, biologie moléculaire, l'informatique...).

Le secteur de la santé fait un appel croissant aux biotechnologies pour découvrir, tester et produire de nouveaux traitements, diagnostiquer et comprendre les causes des pathologies, ce qui nécessite un effort important de recherche.

«L'Algérie ne fabrique pas ses traitements de demain, elle ne fabrique pas ce dont elle a besoin et ce dont elle aura besoin», dit-il, expliquant que les unités de production dont dispose le pays sont incapables de produire des médicaments pour la sclérose en plaques, l'Alzheimer ou les différentes formes de cancer.

Abondant dans le même sens, Lotfi

Benbahmed, le président de l'Ordre national des pharmaciens, a indiqué qu'il devient impératif aujourd'hui de mettre en place l'Agence nationale du médicament, un projet qui attend de voir le jour depuis trois ans. Car c'est l'unique moyen de réguler le marché du médicament, «un marché pas comme les autres».

«Cette agence permettrait de mettre à niveau les outils de régulation qui ne répondent pas à nos ambitions et à la problématique de santé publique», dit-il.

Contrôler, donner des agréments, des autorisations et assurer la vente et lutter contre la contrefaçon seraient parmi les missions de cette agence qui réunira des experts nationaux qui «apporte-

ront des réponses techniques à des questions techniques.»

L'intervenant souligne que cette agence serait même l'interlocutrice des laboratoires nationaux et étrangers dans le but de mener à bien la politique du médicament en Algérie. «Les besoins des Algériens en médicaments ont triplé ces dernières années et ils augmenteront durant les cinq prochaines années. Nous devons à tout prix renforcer les mesures incitatives pour assurer le développement de la production nationale.»

Arguant ses propos, il affirme qu'il y a quelques années, le marché du médicament est passé de 400 millions de dollars à 1,6 milliard de dollars.

I. B.

MARINS RETENUS EN OTAGES À BORD DU BLIDA

La bonne foi de l'affréteur remise en cause

Les familles des 17 marins algériens retenus en otages dans les eaux somaliennes ne sont pas au bout de leur peine et leurs espoirs placés dans les négociations entre l'affréteur du navire et les pirates fondent comme neige au soleil. Et pour cause, censées être entamées depuis plusieurs semaines, ces négociations n'ont pas abouti à ce jour, assurent les familles qui n'ont pas eu des nouvelles des marins depuis une quinzaine de jours. Les familles, désespérées mettent en avant des cas similaires, ceux de navires tunisiens et égyptiens interceptés par des pirates somaliens notamment dont les marins ont rejoint les leurs après des négociations «alors qu'ils ont été capturés bien après le Blida», insistent-elles.

Ces familles mettent, par ailleurs, en avant la «tactique» utilisée par les pirates somaliens, qui, environ, tous les quinze jours permettent à un ou deux marins de rejoindre sa famille pour relater son calvaire à bord du navire.

«Nous avons tenté de tenir un sit-in devant la présidence jeudi dernier, nous avons été violemment chassés par des dizaines de policiers, pourtant nous n'étions qu'une dizaine et demandions seulement à transmettre notre message à un responsable au sein de la présidence. Mais nous avons plutôt trouvé un accueil musclé qui n'est pas justifié», confie le fils du marin Aït-Ramdane. Ce dernier notera que les familles sont lassées de l'absence de nouvelles au sein d'IBC, filiale de la Cnan. «C'est toujours la même réponse, nous sommes reçues pour nous entendre dire que rien ne profile à l'horizon. Ils ne font rien pour mettre la pression sur l'armateur qui se trouve en Jordanie et ignore complètement notre détresse», dira notre interlocuteur.

Les familles des marins, suite à un sit-in, ont été reçues mercredi dernier par un porte-parole de l'ambassadeur de Jordanie. «Nous avons été bien reçues et avons reçu l'assurance que notre affaire sera traitée par les autorités jordaniennes qui auront à contacter l'affréteur du Blida par le biais d'un homme d'affaires de la même nationalité», ont déclaré les familles.

Ces dernières, inquiètes pour les marins retenus depuis près de cinq mois, mettent en évidence le fait que les otages se trouvant à bord du vraquier perdent leurs forces chaque jour davantage et sont de plus en plus fragiles psychologiquement. «A l'approche du mois de Ramadan censé réunir les familles, nous ressentons l'absence de nos pères, nous sommes surtout inquiets pour eux et il ne passe pas un instant sans que nous espérons leur retour, c'est le cas pour toutes les familles», confie, désespérée, la fille du marin Kehil.

Cette dernière a confectionné de ses propres mains une banderole sur laquelle elle exprime le vœu de retrouver son père le plus vite possible. N'abandonnant pas leur combat, les familles des marins, venues des différentes régions du pays, prévoient de passer la nuit de dimanche à lundi devant le siège d'IBC.

Elles comptent ainsi dénoncer, encore une fois, «la passivité des autorités algériennes face au drame que vivent 17 Algériens retenus en otages loin de leurs familles».

F.-Zohra B.